



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0031339
Bénéficiaire :	28130002000027 SCE DEPARTEMENTAL INCENDIE ET SECOURS
Action en cours :	Demande abandonnée / rejetée avant programmation
État opération :	Abandon du porteur avant programmation
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	28130002000027
Raison sociale :	SCE DEPARTEMENTAL INCENDIE ET SECOURS
Adresse :	13015 MARSEILLE 15



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
<i>Fonds :</i>	Fonds européen de développement régional
<i>Programme :</i>	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
<i>Codification :</i>	AP09 - Axe prioritaire : Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie / OT13 - Objectif thématique : Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie / PI13i - Priorité d'investissement : Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie / AP09-OT13-PI13i-OSc1 - Objectif spécifique : Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Création d'un centre départemental d'appels d'urgence (CDAU)
<i>Appartenance à un groupe d'opération :</i>	Non

Localisation de l'opération	
<i>Description :</i>	<p>Etat-major du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône (SDIS 13)</p> <p>La maîtrise foncière : L'assiette foncière est constituée de 5 parcelles cadastrées sur section 902 D 01, parcelles n° 90, n°91, n°92, et n°121. Il s'agit du site du lieu-dit de La Delorme sur lequel est implanté la direction du SDIS 13 et ses services techniques.</p> <p>Le projet porte sur partie des parcelles n°91, n°92 propriété du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et de la parcelle n°121 de 1 996m² propriété du SDIS 13.</p> <p>Le SDIS 13 souhaite porter la maîtrise d'ouvrage de ce projet. Aussi, par courrier en date du 12 février 2021, le SDIS 13 a sollicité le Conseil départemental pour une modification de la convention de mise à disposition du bien (parcelles n°91 et n°92) en date du 13 octobre 1999), avec un transfert de propriété au profit du SDIS.</p>
<i>Adresse :</i>	Adresse :



Appel à projet	
<i>Date limite de remise de dossier</i>	
<i>Référence de l'appel à projet</i>	N° :AP-2021-FEDER REACT EU - Accompagner l'essor des territoires intelligents

Liste des comités				
<i>Libellé</i>	<i>Type</i>	<i>Nature</i>	<i>Date</i>	<i>Avis</i>

Description de l'opération
<p>La mise en place d'un numéro d'urgence unique (112), souhaité par l'Europe dès 1991 et d'ores et déjà en place dans plusieurs pays européen nécessite de rassembler en un centre unique tous les acteurs des appels d'urgence actuels (15-17-18-112 etc ...). Cette plateforme permettra de répondre simplement aux citoyens pour les urgences de toutes sortes sur le principe du 911 aux Etats-Unis.</p> <p>Les retours d'expérience des attentats et la pandémie de la COVID-19 ont permis de soulever que les numéros d'urgence sont souvent saturés et que l'entraide entre les différentes forces de secours et les différents territoires permettrait de limiter ces saturations. Pour cela, le Président de la République a fixé comme objectif la mise en place du numéro d'urgence « 112 » dès son discours du 6 octobre 2017.</p> <p>Cette plateforme (centre départemental d'appel d'urgence) est l'objet également d'une volonté politique avec l'adoption dans son article 31 de la proposition de loi MATRAS qui met en avant la nécessité de mise en place. La création au sein du SDIS 13 avec les projets technologiques associés seront une première au niveau national.</p> <p>Le projet prévoit 2 phases distinctes car avec des évolutions possibles et envisageables dans le temps.</p> <p>Dans cette 1ère phase, les outils utilisés sont actuellement en travaux au niveau national, d'une part pour le projet appelé « NexSIS » et d'autre part pour le projet « réseau radio du futur ». Ainsi, ils seront amenés à être totalement développés et déployés dans la 2nd phase du projet.</p> <p>Le premier, NexSIS, repose sur des outils numériques avec des logiciels standards et ouverts qui permettront la création de briques interopérables et évolutives. A ce jour quatre briques principales sont développées par l'agence numérique de la sécurité civile (ANSC) :</p> <ul style="list-style-type: none">- le système de gestion des appels (SGA) permettant la prise en compte des appels d'urgence via différents canaux (application, téléphonie fixe et mobile, réseau sociaux avec un arbre de questionnement logique issue de travaux interministériels (cadre d'interopérabilité des services d'urgence (CISU).- Le système de gestion des opérations (SGO) permettant la prise en compte des informations compilés dans le SGA et servant de base pour l'envoi des engins de secours (pour l'instant uniquement les véhicules des sapeurs-pompiers, mais potentiellement les autres services pourront utiliser ce système ouvert).- Le système d'information géographique (SIG) permettant d'agrèger toutes les données de cartographie des différents services nationaux ou territoriaux. Cette brique est essentiel et central pour l'ensemble des secours et décideurs (élus, préfectures, ministères,...).- Le système de gestion des échanges permettant à n'importe quelle entité de se connecter au système NexSIS pour capitaliser et s'informer en temps réel sur les données de l'alerte (SGA). <p>Le deuxième outil, le réseau radio du futur, repose sur les communications des services d'urgence dans le cadre de la résilience des secours. En effet les crises que nous avons traversé nous ont permis de voir les fragilités de nos systèmes de liaisons (tempête ALEX en 2020, attentats, panne des numéros d'urgence). Ce réseau, développé dans un second temps, s'appuiera sur des infrastructures sécurisés dans la 4G/5G totalement indépendants.</p> <p>Le public visé par ce projet d'envergure dans le département des Bouches-du-Rhône est de 2 millions d'habitants voire de 3 millions en période estivale avec des pics à 4 millions.</p>



Globalement le nombre d'appels quotidiens dépassera les 2000 appels par jour (chiffres du 112 Catalogne en Espagne : 7000 appels par jour pour 7 millions d'habitants).
Actuellement les entités 15-17-18 des Bouches-du-Rhône gèrent plus de 3000 appels par jour mais transfèrent de nombreux appels vers les autres numéros d'urgence venant grever les chiffres.

Concomitamment, le projet prévoit l'adoption du bilan patient victime numérisé. Outre la transmission du bilan vers la régulation médicale, il permettra de transmettre des données médicales issues d'équipements médicaux embarqués (télémédecine) et ainsi permettre au médecin régulateur de disposer d'éléments factuels et fiables afin d'apporter la meilleure réponse au patient.

La phase 1 du projet concerne l'étude globale et la concrétisation du projet centre départemental d'appel d'urgences (CDAU, réelle plateforme commune inter services de gestion de crises) avec les outils de résilience des territoires actuels.

Une seconde phase de conception, qui ne fera pas l'objet de cette demande de fond, sera orientée sur l'opérationnalité totale du CDAU avec développement de nouvelles technologies modernisées.

Objectifs recherchés :

L'objectif est de permettre :

- De gagner du temps dans la prise d'appel et l'envoi des secours ;
- d'apporter une réponse coordonnée immédiate et partagée par l'ensemble des forces ;
- d'engager les moyens, de quelque nature que ce soit, nécessaires adaptés à la situation.

Cette entité appelée centre départemental des appels d'urgence (CDAU) fédérera l'ensemble des forces concourantes aux situations d'urgence, d'inter-opérer avec efficacité, en temps réel, les demandes de secours dès l'appel :

- Le requérant n'aura qu'un seul interlocuteur ;
- L'alerte pourra s'effectuer indifféremment par la voix mais aussi au travers d'une application à la disposition de tous les citoyens et utilisable par les personnes sourdes ou malentendantes ;
- Un opérateur de traitement des appels d'urgence disposera d'un arbre de questionnement unique en tout point du territoire national validé par les différents acteurs de l'urgence ;
- Des outils modernes de communication des urgences vont être déployés (réseaux sociaux, applications, photos, vidéo) permettant un partage discret de situation d'urgence (retour d'expérience des attentats) ;
- Cette procédure évite les transferts d'appel de centre d'urgence en centre d'urgence, comme actuellement ;
- Le preneur d'appel sera chargé de partager les informations indispensables de l'appel vers les centres opérationnels pour l'engagement des engins de secours ;
- Les entités (police, pompiers, gendarmerie, SAMU, etc...) continueront à gérer l'intervention opérationnelle de leurs forces dans leur état-major actuel.

Résultats escomptés (cible visée)

Gain de temps conséquent pour l'engagement des secours dans le cadre d'une réponse concertée unique et multi-acteurs en gestion de crise sur des risques courants et complexes au bénéfice des 2 millions d'habitants du département (recensement INSEE), voire possiblement 4 millions en période estivale.

Cette entité appelée centre départemental des appels d'urgence (CDAU) fédérera l'ensemble des forces concourantes aux situations d'urgence, d'inter-opérer avec efficacité, en temps réel, les demandes de secours dès l'appel :

- Le requérant n'aura qu'un seul interlocuteur ;
- L'alerte pourra s'effectuer indifféremment par la voix mais aussi au travers d'une application à la disposition de tous les citoyens et utilisable par les personnes sourdes ou malentendantes ;
- Un opérateur de traitement des appels d'urgence disposera d'un arbre de questionnement unique en tout point du territoire national validé par les différents acteurs de l'urgence ;
- Des outils modernes de communication des urgences vont être déployés (réseaux sociaux, applications, photos, vidéo) permettant un partage discret de situation d'urgence (retour d'expérience des attentats) ;
- Cette procédure évite les transferts d'appel de centre d'urgence en centre d'urgence, comme actuellement ;
- Le preneur d'appel sera chargé de partager les informations indispensables de l'appel vers les centres



opérationnels pour l'engagement des engins de secours ;
- Les entités (police, pompiers, gendarmerie, SAMU, etc...) continueront à gérer l'intervention opérationnelle de leurs forces dans leur état-major actuel.

Dans ce dossier CDAU, il y a nécessité d'y intégrer également la géolocalisation des appels d'urgence qui permet avec les dernières technologies de localiser précisément les requérants qui appellent les secours à partir de leur smartphone.

De plus l'acquisition de téléphones satellitaires permettent une continuité de communication en gestion de crise rendant un mode dégradé des moyens de transmission traditionnels. En effet, les moyens satellitaires sont prévus pour doter, sur le terrain, certaines équipes mobiles qui n'en sont pas dotés à ce jour et nous envisageons également d'investir dans des moyens satellitaires transportables par hélicoptères (Héli transportables) comme nous avons pu en avoir besoin sur certaines crises naturelles.

Ces téléphones seront stockés au CDAU pour partie et dans 5 salles opérationnelles déconcentrées sur l'ensemble du territoire départemental (mais toujours en lien avec la gestion de crise pilotée au CDAU).

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 02/03/2020	Fin : 31/12/2023
<ol style="list-style-type: none">1. Décembre 2020 : confirmation du projet en conseil d'administration2. Avril 2021 : organisation du projet « modernisation des appels d'urgence et de la gestion opérationnelle »3. Mai 2021 : désignation de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage4. Novembre 2021 : finalisation du programme fonctionnel et technique5. Octobre 2022 : fin de des appels d'offres du concours « conception-réalisation »6. Début 2023 : début des travaux		
<p>En 2021, les objectifs du projet sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Acculturer tous les acteurs du projet pour porter la conduite du changement le plus en amont possible,- Valider le budget prévisionnel et rechercher les financements nécessaires,- Rechercher des locaux pour créer des démonstrateurs (Bâtiment à construire, outils NexSIS et réseau radio du futur,- Produire les différents documents des activités clés des 4 secteurs,- Présenter le projet au congrès national des sapeurs-pompiers de France (13 au 16 octobre au parc Chanot à Marseille),- Expérimenter le réseau radio du futur,- Finaliser le programme fonctionnel et technique de la construction,- Rédiger les objectifs 2022 en fonction des résultats de 2021 en ayant pour but le début de la construction début 2023.		
<p>2021 :</p> <ul style="list-style-type: none">- définition de programme fonctionnel et technique détaillé,- Prospection des sociétés pouvant répondre à la mise en oeuvre d'un bilan patient victime numérisé permettant la télé médecine,- Expérimentation du réseau radio du futur,- Expression des besoins de sécurisation de nos réseaux (cf. tempête Alex 2020 et panne téléphonie 2021)		
<p>2022 :</p> <ul style="list-style-type: none">- lancement de l'appel d'offre à concours « conception réalisation »,- Octobre 2022 : fin des appels d'offres,- Définition du cadre opérationnel du réseau radio du futur,- Sécurisation de nos réseaux,- Déploiement du bilan patient victime		
<p>2023 :</p> <ul style="list-style-type: none">- début des travaux,- début exploitation		



DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Echéancier par poste de dépense

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de communication de l'opération			9 720,87 €
Vidéo promotionnelle sur CDAU			
Dépenses de prestations externes de service			965 800,00 €
Etudes, expertises et frais de concours - conception et réalisation centre d'appel d'urgence			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel			60 867,00 €
Acquisition de 150 tablettes, supports et housses			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel			129 124,00 €
Equipements satellitaires fixes et mobiles			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel			26 800,00 €
Licence pour géolocalisation des appels d'urgence			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel			81 393,00 €
Prestation et licence solution BPV			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel			759 666,00 €
Subvention versée projet NEXSIS			
Total :			2 033 370,87 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non





<i>Détails des ressources</i>								
<i>Financier</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Imputation</i>	<i>Régime d'aide</i>	<i>Taux(%)</i>	<i>Montant (€ HT)</i>	<i>Montant réalisé</i>	<i>Montant retenu</i>	<i>Taux d'avancement</i>
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			80,00	1 626 696,70			
Total co-financier				80,00	1 626 696,70	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				20,00	406 674,17			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	2 033 370,87	0,00	0,00	0,00



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



INSTRUCTION

Service instructeur :	Service FEDER	Avis du service instructeur :	
----------------------------------	---------------	--	--

Motivation du service instructeur :	
--	--